**Intervention Dominique Plihon du 16 octobre 2018**

**Formation Apses –Lycée Zola**

Dominique Plihon

Enseignant retraité de la faculté de Paris 13 Villetaneuse

Membre des économistes atterrés : s’intéresse aux politiques économiques

Responsable du conseil scientifique d’Attac

On peut être rigoureux, scientifique…

Publication d’un ouvrage avec les économistes atterrés [Jean-Marie Harribey](http://www.atterres.org/users/jmharribey), [Esther Jeffers](http://www.atterres.org/users/ejeffers), [Jonathan Marie](http://www.atterres.org/users/jmarie),  et [Jean-François Ponsot](http://www.atterres.org/users/jfponsot)  « La monnaie, un enjeu politique »

*Organisé comme un manuel classique, cet ouvrage aborde successivement les fonctions de la monnaie, les mécanismes de la création monétaire, les principales théories, la conduite de la politique monétaire par les banques centrales, la régulation du système et des pratiques bancaires, le système monétaire international. Mais c’est le premier d’un genre nouveau, puisqu’il assume une approche critique de l’enseignement abstrait et néolibéral de ces questions, qui domine aujourd’hui les facultés. Ce manuel s’inscrit dans le sillage de Marx, Mauss, Keynes et Polanyi. Au-delà de la "technique" - au demeurant présentée avec pédagogie - il montre comment la monnaie est au cœur des des crises récurrentes du capitalisme. Il invite ainsi les citoyens à s'emparer des questions monétaires.*

**MONNAIE**

**Nature de la monnaie**

Débats très importants sur cette question. Défend une conception socio économique de la monnaie

Ceux qui ont fait le programme de SES se réfèrent à la dimension éco de la monnaie, ses trois fonctions économiques (unité de compte, réserve de valeur, intermédiaire des échanges) : la mo n’est pas que cela.

Bcp d’économistes pensent qu’il faut regarder ce que disent les autres sciences sociales sur la monnaie. Anthropologue : M Mauss (Mo fait social total) car utilisée pour bien autre chose que l’échange marchand : fonctions sociale, religieuse, politique très importantes. G Simmel : monnaie est un signe d’appartenance à une communauté. Combat la fable du troc

Michel Aglietta : la Mo souveraine. Institution éco, sociale, politique.

Mo locales : plusieurs dizaines en France, mais moins développés qu’ailleurs. Permet aux gens de se rassembler autour d’un certain nombre de valeurs. Reflète une vision de la société, leur éthique : permettre de réinsérer dans le circuit des personnes, en liaison avec une Amap ou des producteurs locaux.

Aujourd’hui 2 paradigmes :

* le marché et l’homo oeconomicus
* l’homosociabilis : nous sommes d’abord des êtres sociaux et nous établissons des relations fondées sur la réciprocité (notion de dette que nous avons les uns envers les autres).

Sans récuser le marché, il s’agit d’élargir l’approche de la monnaie. La monnaie est à la fois un bien privé et un bien public (Aglietta).

« La violence de la Monnaie »  Aglietta, Orléans (ancien président de l’AFEP)

Instrument politique qui a servi à unifier l’espace politique, donc potentiellement un instrument de domination et de violence.

On acceptera d’utiliser une monnaie si on a confiance en cette monnaie. La confiance a une triple dimension pour Aglietta :

* **dimension méthodique** : dans l’espace Mo la Mo ne peut fonctionner que si les acteurs se sont mis d’accord et se dotent d’instruments pour la faire fonctionner (système de paiement)
* **Dimension hiérarchique** : un ou des acteurs qui pilote(nt) le système et impose(nt) les règles (lois)
* **Dimension éthique** : véhiculer les valeurs communes (Dollar : In god we trust sur le dollar + signature directeur du Trésor et de la banque centrale + This bill is a legal tender [dette reconnue par l’Etat]).

**L’Euro** : Mo en crise et ne pourra vivre indéfiniment car Mo incomplète. Signature président Banque Centrale, Ponts mais il manque l’institution politique. Avec un marché unique, il fallait une monnaie unique pour avoir des prix uniques. Mais l’unification politique n’a pas été réalisée.

* Un des moyens pour comprendre la crise de l’euro
* Pas soutenable à terme

**BCE** : indépendante du politique mais soumise aux acteurs financiers.

Pas de politique budgétaire et fiscale et même concurrence fiscale plus violente qu’ailleurs.

Pas de transferts entre régions : hausse des inégalités. Au niveau des échanges commerciaux : Allemagne, Pays Bas, Autriche excédentaires. Cela leur permet d’investir dans les pays du sud pour contrôler des entreprises (IDE) = domination économique.

On peut aussi raisonner en termes de classes sociales (oligarchie politico financière) plutôt que de pays.

**Dette :** L’argument du transfert de la dette entre les générations est souvent utilisé pour la présenter comme injuste. Mais il y des actifs qui la contrebalancent (les petits français ne naissent pas avec seulement une dette, il y a aussi des actifs). De plus ; les investissements qui sont à l’origine de la dette peuvent servir à plusieurs générations.

Il y a eu un audit de la dette en Grèce qui montrait que ce n’était pas la faute des Grecs (jeux olympiques, achats d’armes, défiscalisations de certains groupes sociaux…), mais Tsipras ne s’en est pas servi pour négocier une restructuration plus poussée de la dette grecque.

Article de D Plihon sur la dette de la France sur le Monde.fr …

**Création monétaire**

**Question : comment enseigner la création Mo** ?

Ne pas commencer par la création ex nihilo, on ne crée pas la monnaie à partir de rien ais à partir d’un projet qui semble fiable et de garanties apportées par le créancier. Parler de Monnaie crédit : car l’origine de la Mo est le crédit bancaire. La création Mo est une anticipation sur la richesse future que va créer l’entreprise.

**2 écoles de pensée** :

* Mo exogène (théorie quantitative de la Mo, étalon or entre 1850 et 1914 environ), exogène car valeur fonction d’un élément extra économique. Correspondait au « currency principle »
* Mo endogène : « banking principle », qui dit que la Mo correspond aux besoins de l’économie (des entrepreneurs).

Pour expliquer aux élèves : partir du bilan d’une banque, et du client inscrire créances, dettes, liquidités.

La banque ne crée pas de façon illimitée : soit elle dispose de liquidités dans ses comptes, soit elles les empruntent (à d’autres banques ou à la banque centrale). Elle prend une marge pour couvrir son activité et le risque.

Beaucoup de gens veulent supprimer les banques parce qu’elles abusent du pouvoir de création monétaire. C’est vrai qu’elles financent des investissements qui ne sont pas productifs (investissements spéculatifs). Mais on ne peut se passer des banques, elles remplissent plusieurs fonctions : créer la monnaie pour financer l’économie, gérer les risques (prêter pour des projets viables) et gérer les moyens de paiement.

Les banques doivent avoir un compte à la BC où elles déposent des fonds (1-2%).

La monnaie fiduciaire ne représente plus que 1% en France. Par contre en Allemagne il est fréquent d’utiliser des billets de 100 euros. Par contre la Suède vient de supprimer la monnaie fiduciaire.

Il est très important d’approcher la monnaie par le bilan, car cela permet de raisonner en termes d’actif et de passif, ce qui est très important aussi pour comprendre la dette, qui est compensée par des actifs.

Mais avec de tels pouvoirs, des élèves s’interrogent parfois pour savoir pourquoi les banques ne sont pas publiques ? Certains proposent de les contrôler étroitement.

Il y a eu un dévoiement des banques : elles ont développé leurs opérations financières au détriment de l’intérêt général. De manière plus importante que les autres pays en France car nous avons de grandes banques présentes sur les services aux agents mais aussi sur les marchés financiers.

Depuis les années 1960 la part des opérations de marché a fortement augmenté au détriment de l’activité de dépôts (séparation des activités supprimée en 1984 avec la loi bancaire, avant il y avait 3 types de banques : dépôt, investissement, marchés financiers). Financent leurs activité avec des titres financiers plutôt qu’en accordant des prêts. Donc elles financent moins l’économie, elles se financiarisent. Ce qui explique par exemple la crise des subprimes. **Le contrôle ne s’est pas adapté, il est insuffisant**. C’est pourquoi certains économistes se sont battus pour la séparation des banques.

Deux formes d’intermédiation entre acteurs ayant des besoins de financement et des capacités de financement. Jusque les années 1980, les banques faisaient des crédits en créant de la Mo, depuis les banques vont davantage sur les marchés. Les banques peuvent emprunter de l’argent ou créer des titres financiers qu’elles vendent sur les marchés (obligations). Aujourd’hui une partie croissance du financement de l’éco passe par des titres (environ la moitié).

Lorsqu’une banque fait une émission obligataire, soit cela finance l’économie, soit ce sont des activités purement de marché (spéculatives). Une partie croissante des bénéfices provient des opérations de marché.

Phénomène de mobiliarisation : émissions de titres plutôt qu’un crédit.

Titrisation : une banque transforme un bloc de crédits à la consommation (par exemple) en titres. = Transformation de créances bancaires en titres financiers.

Crise des subprimes : aléa moral sur la transformation des crédits insolvables en titres (transfert du risque) associé au manque de surveillance. Lorsque la BC a augmenté les taux d’intérêt et que les crédits étaient à taux variable => éclatement de la crise.

**Conseil de stabilité financière créé au G20 de Londres en 2009** **: Comment renforcer la stabilité du système financier international ?**

Les banques sont devenues systémiques (tellement grandes que leur faillite peut avoir un effet important sur l’ensemble du système). Une trentaines de banques (dont 4 françaises : BNP, Sté Gale, CA, BPCE) sont too big to fail (bilan BNP aussi important que le PIB français, sans le hors bilan)

Elles sont interconnectées. 1/3 du bilan composé de relations interbancaires. Risque d’effet domino. C’est un secteur où les acteurs sont très interdépendants.

Réformer les structures bancaires est nécessaire : séparation des banques de détail et d’investissement ou de marché. Les premières pouvant être garanties par l’Etat alors que les secondes peuvent être garanties par des acteurs privés, les actionnaires (bail in versus bail out).

On aura ainsi des banques moins grandes et moins dangereuses. Aux EU le Glass Steagall Act (Roosevelt) avait séparé les bqs en 1933 et en France en sortant de la 2de guerre mondiale. Les historiens constatent qu’il y a eu plus de stabilité financière dans les pays où cette séparation a été instaurée. Depuis se sont reconstitués des grands groupes extrêmement dangereux. Les économistes y compris libéraux sont inquiets.

Les marchés, les investisseurs vont faire payer des risques moins élevés (taux plus faibles) si ce sont des acteurs « too big to fail » => Cela représente 40 Mds d’euros d’économies pour les plus grandes banques. Tandis que les petites banques payent des taux d’intérêt plus important. Les banques sont parmi les plus gros émetteurs d’obligations pour se financer elles-mêmes.

Trois séries de problèmes :

* elles faussent la concurrence : pouvoir de marché très important par rapport à leur client (pouvoir de monopole)
* toot big to fail
* Risque politique : pouvoir de lobbying très puissant. Les dirigeants de ces banques sont issus de la haute fonction publique (inspecteurs des finances). A Bercy ils régulent des banques qui deviendront leur prochain employeur et reviennent ensuite dans la gouvernance publique (Macron, gouverneur de la banque de France, Villeroy de Galaud = malgré pétition de 130 personnalités pour contester sa nomination). Cf livre de Chavagneux et Philiponnat sur la Capture du régulateur ou La Caste de Laurent Mauduit.

Lois de régulation : Loi Dodd Franck aux EU en 2010, en France Loi bancaire Moscovici 2013 « loi séparation et régulation des banques » => mensonge, Pdt de la Sté Gale a reconnu que cela concernait seulement 1 % de leurs activités.

Nos banques ont plutôt bien résisté à la crise. Le syst allemand Deutsche Bank +…. 2 grands banques, sinon une diversité de banques de taille moyenne. Forte interrelations entre banque et le tissu industriel.

Allemagne et Japon ont rebondi après la guerre en partie grâce aux liens étroits entre l’industrie et la banque.

En France les banques régionales ont toutes été rachetées par le CCF lui même racheté par la BNP. La relation de proximité pour la gestion des risques n’existe pratiquement pas en France => dfficultés de financement/PME.

**Comment expliquer la cupidité ? La montée en puissance de la logique actionnariale dans les entreprises et les banques**. Elles sont gouvernées par la valeur pour l’actionnaire.

Pébereau : Directeur du Trésor, puis PDG de BNP Paribas, s’est comporté comme un prédateur.

L’idéal serait de choisir un modèle de socialisation des banques : participation de toutes les parties prenantes aux décisions. Dans ce cas il n’y aurait pas de domination dans l’intérêt exclusif des actionnaires, mais plutôt des coalitions possibles.

Le modèle coopératif : usagers, salariés propriétaires de l’entreprise.

En France elles ont le statut de mutuelle mais se comportent comme des entreprises actionnariales.

Le Crédit Agricole a créé CASA  et a coté en bourse une partie importante de ses actifs, elle est à la fois mutualiste mais aussi cotée en bourse.

**Aujourd’hui on a besoin d’acteur locaux pour financer la transition énergétique** qui demande des investissements locaux.

La Nef peut prêter à des entreprises

La Nef et le Crédit coopératif rendent des comptes sur les comptes de placement qu’elles proposent : les clients savent à quoi sert leur placement.

Crédit mutuel : très ambigu. Tensions entre l’Alsace et la Bretagne. Parfois un comportement correct mais parfois recherche de rendement pur.

Un des critères de gestion des entreprises et des banques : ROE : bénéfice net sur fonds propres

Les investisseurs exigent dans la banque 10 à 15 % de rendement et dans l’industrie chimique 5 à 10 %,

parcequ’il y a une notion de risque plus élevé, mais cela pousse à la spéculation !

**CRISE**

Maladie en latin et en grec la solution

2008 : De quelle crise parle-t-on ?

Le déclencheur a été financier mais le phénomène plus profond : causes économiques, sociales.

Il y a des sous jacents profonds :

* ralentissement des gains de productivité du travail dans l’industrie depuis plusieurs décennies (dérivée 2de). Pourtant on est en pleine révolution numérique (cf paradoxe Solow).
* La contrainte écologique : réglementer plus, changer les modes de transport, l’habitat… cela représente un coût à court terme.

Il y a un ralentissement durable de l’activité lié à ces deux phénomènes. Cela va donc plus loin qu’une crise financière.

A quel terme considère-t-on la crise ? Moyen ou long terme ? Ne faut-il pas distinguer les fluctuations des crises ? Les fluctuations sont-elles un élément constitutif de l’équilibre du marché ?

Economie politique des capitalismes, R. Boyer, 2015

https://www.cairn.info/revue-idees-economiques-et-sociales-2016-1-page-77.htm

3 types de crises, trois approches :

* Crise comme une perturbation exogène (choc extra éco : guerre, catastrophes naturelles)
* Exogènes et économiques (contresens pour D Plihon !) : chocs de demande (par ex mauvaises politiques éco : relance qui aggrave les déséquilibres), et d’offre (provoqué par l’innovation)
* Crise du mode de régulation : crise endogène. Les politiques de régulation sont incapables de faire face aux crises. Dans les années 1970, Stagflation => interprétée comme mise en échec des mécanismes keynésiens ens de régulation

**Les crises du type de 2007/2008 peuvent être interprétées comme une crise de régulation**. La finance est fondamentalement instable (emballements et déséquilibres spéculatifs aboutissent à des bulles, si pas de régulation suffisante : crise).

**Hyman Minsky** : a développé dans ses travaux l’hypothèse que la crise se prépare dans les moments de forte croissance « paradoxe de la tranquillité », car les acteurs sous évaluent les risques. (autre nom : paradoxe de la crédibilité, économiste de la BRI)

Dans les années 1990 et 2005 : phase de la **« grande modération »,** beaucoup de croissance, développement rapide de l’économie US, chinoise, très peu d’inflation. Beaucoup pensaient avoir trouvé la bonne régulation économique au niveau mondial et puis la crise est arrivée.

Lorsque l’on comparait les spreads européens (écarts de taux entre le plus et le moins risqué) avant la crise entre pays européens : pas d’écart entre Grèce et Allemagne = surprenant ! = paradoxe de la tranquillité.

Même JC Trichet après la crise citait le keynésien Minsky.

**Analyse de J Stiglitz (néo keynésien)**, PN de la banque de Suède en l’honneur d’A Nobel (pour l’imperfection des M, aléa moral, asymétrie d’info). Une des raisons des dysfonctionnements des marchés financiers était l’asymétrie d’information : composition des titres structurés (avec un ensemble de créances diverses dont on ne sait plus à l’arrivée de quoi elles sont composées).

L’efficience des marchés a été sérieusement remise en cause, pourtant elle est encore centrale dans l’enseignement à Dauphine et chez les traders.

Ecole d’économie de Toulouse, J Tirole : modèle principal-agent (asymétrie d’info, comportements opportunistes)

L’avantage de ces modèles d’équilibre général ou d’efficience, c’est très élégant mathématiquement et donne lieu à des publications scientifiquement très bien notées dans les revues. Les jeunes chercheurs ont intérêt à se lancer dans des démonstrations mathématiques pour être remarqués.

Laurent Clerc : le cycle du crédit. L’observation des faits montre que la finance est pro-cyclique. Le cycle du crédit est un amplificateur des cycles réels.

Question de l’hystérese : traces durables d’une crise.

Théorie du chaos : étudie les comportements des systèmes dynamiques, où des changements infimes dans les conditions initiales peuvent entraîner des résultats très différents (effet papillon). Des économistes ont utilisé cet outil d’analyse pour montrer que tout dépend de la situation initiale. De plus l’économie n’est pas linéaire, un choc initial peut se démultiplier.

Dans cette crise du mode de régulation R Boyer se situe dans une perspective de long terme. On est plutôt dans le prolongement de Schumpeter ou plus récemment des économistes évolutionnistes. Cela explique que l’on peut avoir des fluctuations longues. Explique les cycles longs liés à la succession d’ordres productifs différents (mode d’organisation différent : robotisation). Des économistes optimistes pensent que la technologie va nous permettre d’enclencher un nouveau cycle productif (Philippe Quirion chercheur CNRS, Freeman, Lester Brown/écologie).

**Crise du mode d’accumulation et de production : dimension systémique**

Crise du système soviétique : modèle qui a échoué, s’est effondré et a été remplacé.

L’école de la régulation considère que l’on peut appliquer ce type d’analyse lorsqu’on passe d’un capitalisme à l’autre. Plusieurs types de capitalismes peuvent coexister. 80’s  crise du mode de régulation fordiste, on est passé au capitalisme financier. Aujourd’hui : capitalisme de marché anglo-saxon, Kism régulé (All, France) et le capitalisme d’Etat (chinois). Hervé Lorenzi parle de guerre des capitalismes.

Le capitalisme a connu 3 grandes crises : 1873-1929-2007

Beaucoup d’économistes sont d’accord pour les reconnaître hors normes. Ont-elles des points communs ?

Article de D Plihon dans IDEES.

Six marqueurs communs :

* Prégnance du libéralisme économique
* Irruption de pays neufs sur la scène internationale (aujourd’hui pays émergents)
* Effondrement du système bancaire et financier
* Excès d’investissement et de production (aujourd’hui excédent majeur des capacités de production industrielle dans le monde)
* Montée des inégalités
* Renouvellement des politiques économiques pour sortir de la crise (aujourd’hui au contraire, nouveau cycle de déréglementation)

**Prochaine crise probable : Crise principalement financière ? Systémique ?**

**1/ Pour les médias : financière**

Probabilité d’une prochaine crise est forte car on n’a pas fait les régulations nécessaires.

Contradictions internes du système :

* paupérisation relative ou absolue des classes moyennes qui ont voulu maintenir leur niveau de consommation et le système les a incités à s’endetter (EU, Espagne, GB, Irlande)

Car on a voulu restaurer la part du capital en baissant la rémunération du travail. Mais si les salaires baissent : la machine se grippe => hausse du crédit. Aujourd’hui on constate la hausse des inégalités, liées en particulier aux politiques menées au nom de la compétitivité. Peser sur les salaires et les dépenses publiques ne favorise pas la croissance

* FMI : rapport sur la stabilité financière dans le monde. Aujourd’hui danger d’une crise de l’endettement au niveau international, notamment les pays émergents et en particulier la Chine. Modèle d’Irving Fischer : déflation par la dette (dette très élevée, les entreprises investissent moins, les prix n’augmentent pas voire baissent (cf il y a 2 ans dans UE). Aujourd’hui basse croissance, basse inflation

Quel pourrait être le **déclencheur d’une crise financière** ? les banques centrales sont les pompiers et les pyromanes : liquidités qui alimentent la spéculation. Les banques centrales sont en train de relever les taux.

La Banques de règlements internationaux a publié des alarmes sur le marché obligataire (corporate). Les entreprises ont profité des taux bas pour s’endetter. Si les taux montent, les détenteurs d’obligations à 3% vont vendre pour acheter des obligations à 5 % ce qui peut provoquer un effondrement du cours de ces actions.

**2/ Si l’on considère que c’est une crise systémique** (crise sociale, écologique, crise de la mondialisation).

Aujourd’hui il y a une **transition nécessaire** mais il y a un temps de latence pour s’adapter, pour changer de modèle. **Giec : pour rester en dessous de 1,5 ° il faut laisser dans le sol toutes les énergies fossiles**. On pourrait imaginer que les gouvernants réagissent mais ce n’est pas le cas. Donc on va vers une crise systémique (contradictions croissantes).